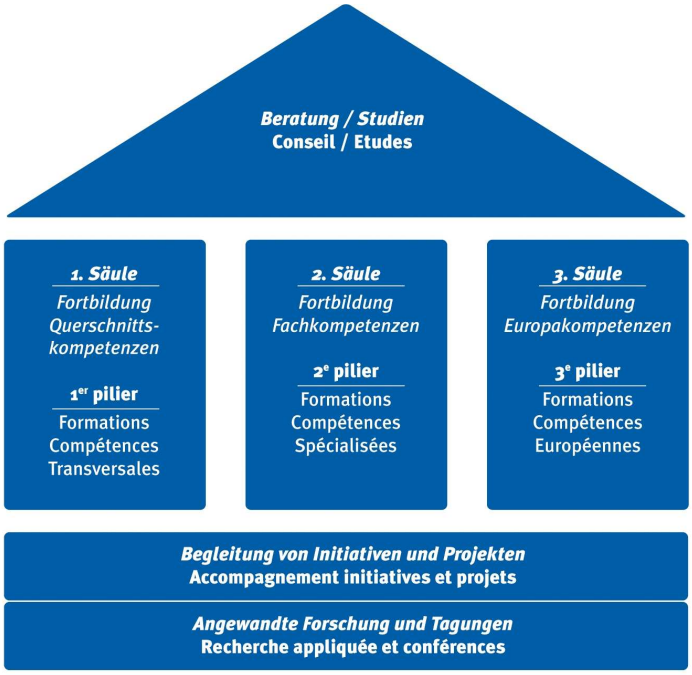
Rapport d'activités de l'Euro-Institut 2011

2011, année de la majorité pour l'Euro-Institut qui a fêté ses 18 années d'activité, aura été une année riche ! Entre continuité, retour aux fondamentaux et nouveaux projets, son rôle de facilitateur de la coopération transfrontalière, de plateforme neutre pour les acteurs du Rhin supérieur aura pu être renforcé. La recrudescence de la demande de formations sur des thèmes liés à l'interculturel, l'augmentation constante de l'activité conseil, les travaux du TEIN (Transfrontier Euro-Institut Network) et la sortie de cinq ouvrages constituent les évènements marquants de cette année 2011. Nous vous proposons au fil des pages suivantes de revenir sur ces évènements, de rentrer dans les détails d'une année dynamique à travers deux grandes parties qui vous éclaireront sur les chiffres 2011 (partie 1) puis sur le contenu de nos activités (partie 2).

Partie 1 : L'Euro-Institut en chiffres

Avant toute chose, nous nous permettons de vous (re-)présenter la « maison » de l'Euro-Institut qui rappelle l'ensemble de nos produits. Tout au long de ce rapport d'activité, vous pourrez suivre les évolutions de ces différentes « parties » de notre offre.

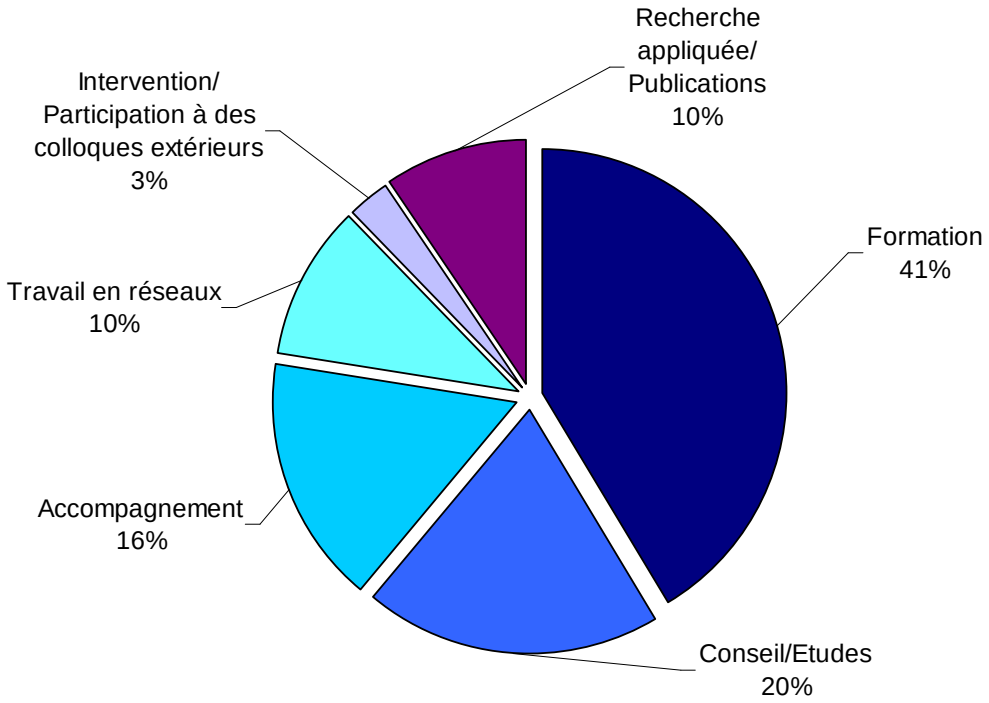


I. Les activités de l'Euro-Institut en général

Commençons par une vision d'ensemble des activités de l'Euro-Institut en 2011. Le premier diagramme présente la répartition des différentes activités de l'Euro-Institut selon le nombre d'heures travaillées sur les différents projets par l'équipe[1].

[1] Ne sont pas prises en compte les heures travaillées dans les fonctions supports et autres activités non liées directement à des projets (comptabilité, assistance générale, informatique, direction, etc.)

Activités de l'Euro-Institut (répartition par heures travaillées)

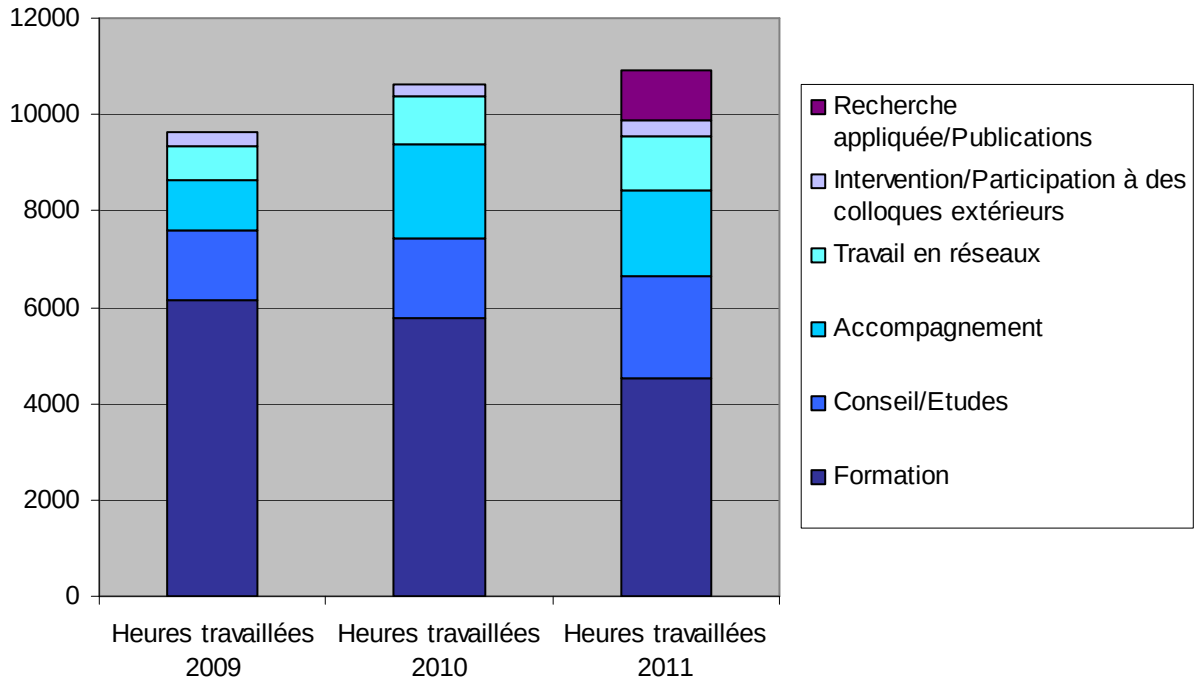


Avec 41% du temps travaillé par l'équipe, la formation reste le cœur de métier de l'Euro-Institut. Les activités de conseil et d'accompagnement ont un poids similaire entre 16% et 20%, tout comme le travail en réseau et la recherche appliquée avec 10% chacun. Notons ici que cette dernière catégorie a été créée pour les statistiques 2011. En effet, elle avait été rajoutée à notre « maison » courant 2010 et comme encore marginale elle n'avait pas été intégrée aux statistiques 2010. En 2011, cette activité ayant pris de l'ampleur, nous avons souhaité l'analyser plus en profondeur dans les chiffres mais aussi du point de vue du contenu comme vous pourrez le constater dans la seconde partie de ce rapport.

Le second diagramme ci-dessous vous indique l'évolution de cette répartition depuis 2009. Vous pourrez constater la baisse du temps passé sur les projets de formation et l'augmentation parallèle de l'investissement de l'équipe dans les projets de conseil et d'accompagnement. Cela s'est traduit concrètement aussi par la promotion d'Eddie Pradier au poste de responsable-études ainsi que par l'embauche de Sebastian Rihm, assistant-études, dont le poste a pu être financé par ces projets. Vous observerez également la légère augmentation du nombre d'heures passées sur les projets de réseaux : le TEIN mis en place en octobre 2010 a trouvé son essor en 2011 ce qui a contribué nettement à cette hausse (pour plus de détails vous pouvez vous référer à la seconde partie de ce rapport). En outre, notre nouvelle catégorie prend ici tout son sens avec quelques 1000 heures de travail qui ont permis la publication de cinq ouvrages : nous tenons ici également à remercier nos stagiaires qui ont effectué un travail indispensable. Ces projets, soutenus pour certains par le PEAP (Pôle Européen d'Administration Publique) sont pour l'Euro-Institut de réels investissements : en effet, à travers ce travail, l'équipe de l'Euro-Institut peut prendre un certain recul par rapport à sa pratique, échanger avec des praticiens, des chercheurs ce qui est essentiel pour maintenir un service de qualité pour les membres et autres clients de l'Euro-Institut. Par ailleurs, ces ouvrages, souvent publiés en collaboration avec d'autres institutions sont une vraie vitrine pour l'Euro-Institut mais aussi pour le Rhin supérieur. Cette activité constitue ainsi une véritable valeur ajoutée.

Enfin, notons à travers ce tableau que l'Euro-Institut n'a cessé d'investir plus de temps dans ses projets depuis 2009 et ce à personnel quasi constant puisque de 2009 à octobre 2011 l'Euro-Institut comptait 9,3 ETP (équivalent temps plein). Ce n'est que depuis quelques mois que l'Euro-Institut compte désormais 10,3 ETP.

Evolution - Répartition des heures travaillées par activité



II. Focus sur l'activité « formation »

Nous l'avons vu, la formation reste le cœur de métier de l'Euro-Institut, c'est pourquoi nous vous proposons de nous pencher davantage sur cette activité (1). Par ailleurs, comme nous avons plus de recul sur cette dernière que sur les activités développées plus récemment, nous pourrons également vous proposer un aperçu de son évolution depuis 2005 (2).

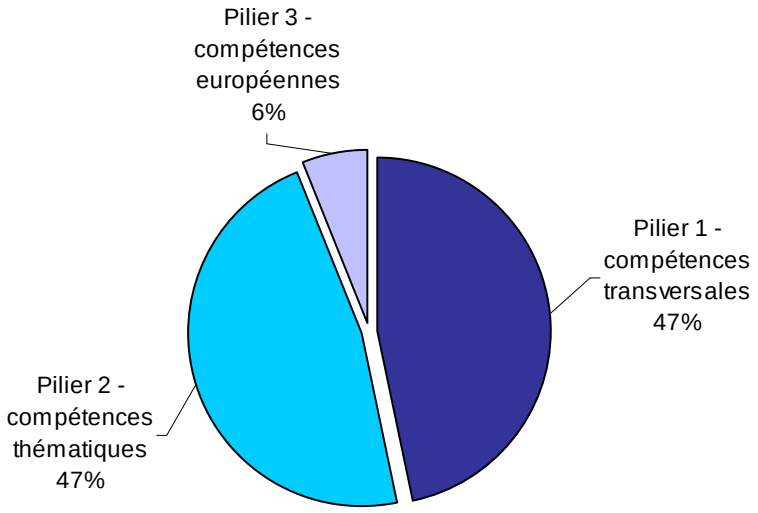
1. La formation en 2011

Pour mémoire, notre offre de formation est scindée en trois piliers. Les compétences transversales reprennent notamment la connaissance du système politico-administratif du voisin, le management de projets transfrontaliers, la communication interculturelle ou encore les cours de langue en tandem. Par compétences spécialisées, on entend les différentes thématiques qui peuvent avoir un intérêt à être traitées de manière transfrontalière soit pour un simple échange, soit dans l'optique de monter un projet. Ces thématiques sont très variables et vont de la coopération policière et judiciaire, à la santé en passant par le tourisme par exemple. Le troisième pilier propose, quant à lui, de travailler sur les compétences européennes liées au territoire

transfrontalier comme le management de projet INTERREG, l'analyse d'impact, la sensibilisation à l'Europe.

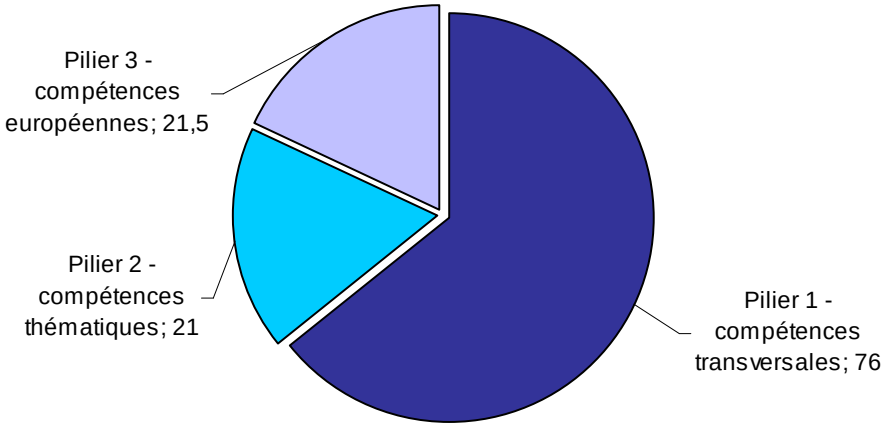
Le premier diagramme nous montre une répartition équilibrée entre les piliers 1 et 2 en termes d'heures travaillées. Seuls 6% du temps est consacré au pilier 3. Ce dernier pilier correspond essentiellement aux formations réalisées chaque mois à Bruxelles pour la Commission européenne sur la méthodologie d'analyse d'impact des directives européennes.

Activité Formation - répartition par heures travaillées



Le dernier diagramme de cette série montre la répartition des 118,5 journées de formations organisées en 2011 par pilier. Le pilier 1 est très important et traduit la recrudescence des demandes sur des thèmes comme la communication interculturelle ainsi que le travail de l'Euro-Institut dans les cursus binationaux que nous évoquerons plus en détail dans la seconde partie de ce rapport.

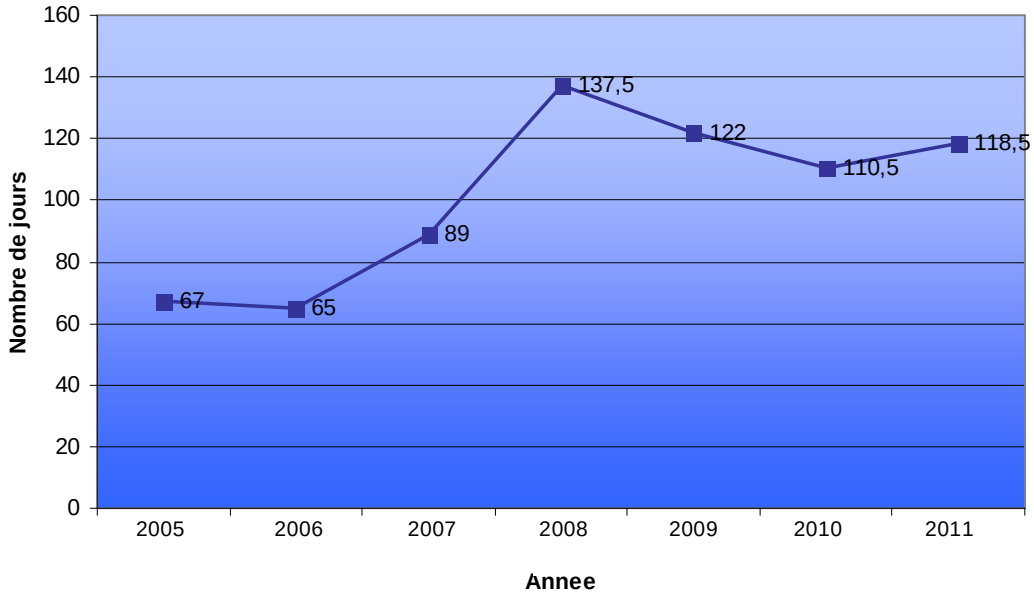
Activité Formation - répartition des journées réalisées par pilier



2. Les évolutions depuis 2005

Les premiers chiffres que nous vous proposons d'observer concernent l'évolution du nombre de jours de formations organisées chaque année depuis 2005.

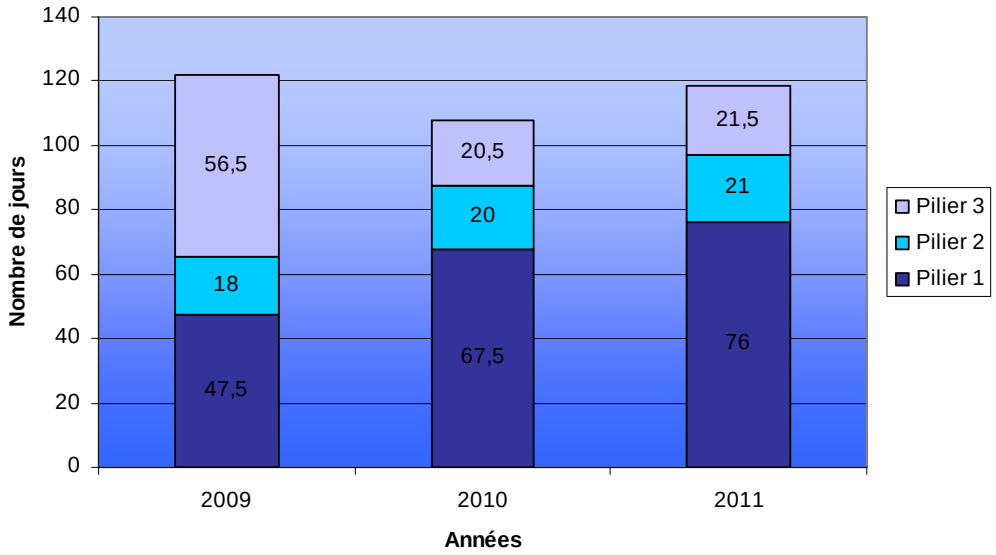
Evolution du nombre de journées de formations



Après une hausse significative de l'activité entre 2005 et 2008, une lente régression avait pu être observée en 2009 et 2010 en raison de l'évolution positive concomitante des activités de conseil et d'accompagnement. 2011 marque une légère remontée des chiffres pour atteindre 118,5 journées. Il faut préciser ici que le contenu de ces journées à également beaucoup évolué dans la mesure où l'Euro-Institut intervient de plus en plus dans des « modules interculturels » en formation initiale (DeutschINSA ou RegioChimica) sur lesquels nous reviendrons dans la seconde partie.

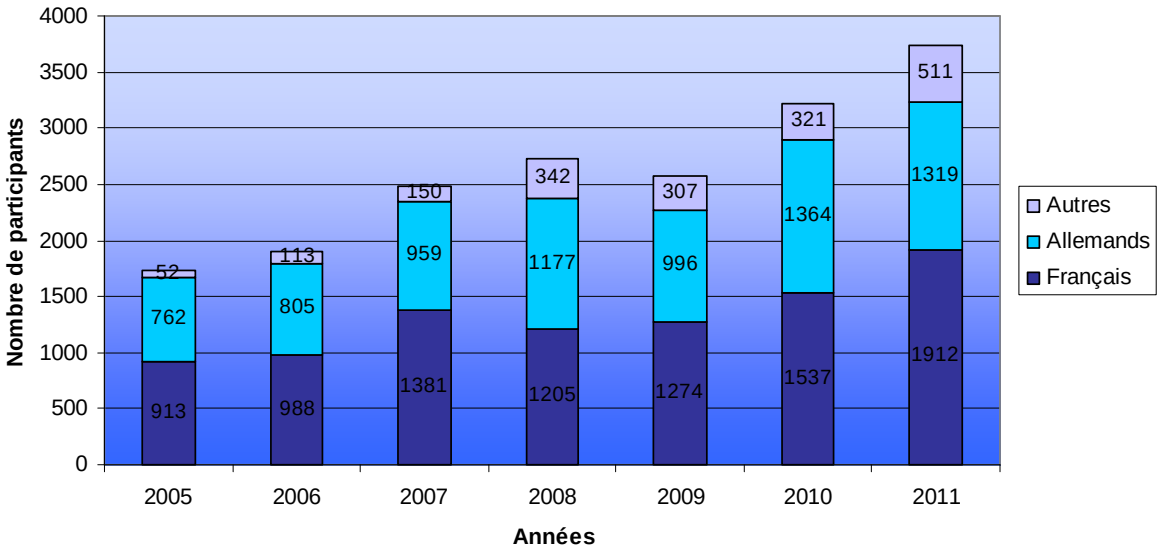
Cette évolution est d'ailleurs nettement visible lorsque l'on s'intéresse à la répartition du nombre de journées par pilier entre 2009 et 2011 : on observe une hausse significative du nombre de journées organisées dans le cadre du pilier 1. Le nombre de journées organisées dans le pilier 2 est relativement constant. Quant aux formations du troisième pilier elles ont été exceptionnellement nombreuses en 2009 en raison du projet mené en coopération avec InWent (aujourd'hui GIZ) sur la professionnalisation de multiplicateurs dans les Balkans sur les questions européennes.

Evolution du nombre de journées de formations par pilier



Le dernier graphique nous propose une analyse du nombre de participants et de leur nationalité. La législation française, rendant la formation continue des agents publics obligatoire, crée un contexte plus favorable qu'outre Rhin pour la participation aux activités de formation de l'Euro-Institut ce qui explique le décalage constant entre le nombre de participants allemands et français. La catégorie « autres » est composée de participants suisses mais aussi de délégations étrangères qui viennent découvrir le Rhin supérieur, les modèles français, allemand et suisse. Nous avons ainsi par exemple accueilli une délégation chinoise ainsi qu'un groupe de hauts fonctionnaires camerounais.
Comme évoqué précédemment, il faut noter la limite de l'exercice puisque nous accueillons parfois les mêmes personnes en formation (comme dans le cadre des cursus binationaux par exemple).
Toujours est-il qu'avec 3742 participants en 118,5 journées, l'Euro-Institut a accueilli en moyenne 31 personnes par séminaire. Evidemment, il ne faut pas oublier ici les grandes manifestions qui ont drainé un public bien plus large comme par exemple la conférence sur la démocratie participative (132 personnes) ou le forum franco-allemand sur les troubles musculo-squelettiques (114 personnes).

Evolution du nombre de participants aux activités de formation (par nationalité)



L'année 2011 marque ainsi une nouvelle évolution pour l'Euro-Institut : un recentrage sur les compétences fondamentales en matière de formation, une activité de conseil à forte valeur ajoutée, des projets qui visent à augmenter la visibilité de l'Euro-Institut et du Rhin supérieur comme le travail en réseau, les interventions extérieures ou encore les publications. Autant d'évolutions que nous vous proposons d'observer de plus près dans le cadre de notre seconde partie.

Partie 2 : Les activités de l'Euro-Institut en bref

I. La formation : au cœur des activités de l'Euro-Institut

1. Formations compétences transversales

a. La formation initiale

Depuis de nombreuses années, l'Euro-Institut propose des modules de formation afin de familiariser les étudiants à la coopération transfrontalière et au management de projets transfrontaliers. Au fur et à mesure, l'offre de l'Euro-Institut en formation initiale s'est étoffée : c'est actuellement dans plus d'une dizaine de cursus que l'Euro-Institut intervient. Il s'agit évidemment de bachelors ou de masters dédiés à la coopération ou l'Europe comme ceux de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, de Strasbourg ou de l'école d'administration de Kehl mais aussi de masters dédiés aux questions d'aménagement du territoire comme le master PSAUME (Projets et Sociologie de l'Aménagement, de l'Urbain, des Médiations et de l'Environnement) ou le master « urbanisme et aménagement - Etudes et conduites de projets », tous deux proposés par l'Université de Strasbourg. L'Euro-Institut a pu également intervenir auprès des élèves de l'ENA et de l'école d'administration de Spire pour un accompagnement interculturel en vue d'une rencontre et de travaux de réflexion communs.

Ce sont aussi et surtout les écoles d'ingénieurs qui sont très demandeuses. En effet, en raison de l'importance croissante de ces métiers et du déclin démographique particulièrement ressenti sur ces profils notamment en Allemagne et en Suisse, la demande en ingénieurs bi/trilingues est de plus en plus forte dans le Rhin supérieur. L'ouverture de certains cursus au transfrontalier, comme celui de l'ENGEES (Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg) ou de l'ECAM ainsi que le montage de cursus bi- et trinationaux (DeutschINSA, Regio Chimica), sont dans ce contexte des initiatives à saluer !

L'Euro-Institut, et notamment Anne Dussap-Köhler, a pu accompagner de telles démarches. Les élèves de l'ENGEES peuvent ainsi, au cours d'une journée à Kehl, découvrir et analyser des projets transfrontaliers tels que la réserve de biosphère transfrontalière Vosges du Nord-Pfälzerwald ou la passe à poisson entre Gambsheim et Rheinau. Ceux de l'ECAM ont quant à eux pu bénéficier d'une introduction sur la communication interculturelle et d'une analyse de leurs expériences suite à une visite effectuée en Allemagne.

Depuis la rentrée 2008, les élèves du cursus DeutschINSA, peuvent, au cours de leur cycle préparatoire binational, suivre des cours en allemand notamment dans le cadre d'un module «interculturel» développé par l'Euro-Institut. Il s'agit là de créer une dynamique de groupe au sein de cette classe franco-allemande en leur faisant prendre conscience des différences et des similitudes qui les réunissent (leur scolarité jusqu'au bac/abitur, leurs systèmes de références politiques et administratifs etc.), mais aussi en leur donnant le moyen d'évoluer au sein de leur cursus (méthode de prise de note dans une langue étrangère, faire un exposé, aide à la rédaction de candidatures de stages, etc.).

Dans le cursus RegioChimica (Bachelor), qui a démarré en septembre 2010 (en 2011, ce sont donc deux promotions que l'Euro-Institut a suivi à partir de septembre), les contenus proposés par l'Euro-Institut sont également orientés vers la connaissance des réalités des trois pays : qu'est-ce qu'un ingénieur en France en Allemagne et en Suisse, le monde de la recherche, de l'entreprise,

etc. Ces cursus laissent également place à des visites sur site dans les entreprises du Rhin supérieur. La particularité mise en place dans le cursus RegioChimica est un accompagnement de l'équipe pédagogique et des étudiants.

L'objectif principal poursuivi est de donner aux étudiants non pas seulement des capacités linguistiques ou techniques mais aussi et avant tout de leur donner les moyens de mieux s'insérer sur le marché de l'emploi et de s'intégrer dans un environnement culturellement différent.

b. La communication interculturelle

2011 a confirmé le développement de la demande en formations sur l'interculturel initié en 2010 notamment grâce à Anne Dussap-Köhler, notre spécialiste sur ces questions.
L'Euro-Institut a travaillé avec le Regierungspräsidium dans le cadre de plusieurs formations sur ces questions, qu'il s'agisse de l'interculturel franco-allemand en général, de la particularité de la coopération au niveau des administrations françaises et allemandes ou encore de l'interculturel germano-suisse. L'Euro-Institut a également été invité par ce biais à une conférence organisée par la Hochrheinkommission (Commission du « Haut Rhin », dont le territoire se situe à la frontière germano-suisse entre Bâle et Constance).

Nous avons pu également organiser un « vendredi du transfrontalier » au Landratsamt Ortenaukreis. Cette séance d'information sur la communication interculturelle comme compétence clé pour une bonne coopération avec les partenaires français a permis de revenir sur les fondamentaux comme la perception du temps ou de ce qu'est une réunion qui est parfois bien différente d'un pays à l'autre et peut entraîner certains malentendus.

Par ailleurs, l'Euro-Institut a pu réaliser plusieurs formations pour les services français et allemands de l'emploi. En effet, depuis environ un an et demi les agences pour l'emploi (Agenturen für Arbeit) d'Offenburg et de Fribourg ont constitué, avec les agences de Pôle Emploi Strasbourg, Sélestat, Colmar et Mulhouse, des équipes de compétence pour mener ensemble des projets communs ce qui doit permettre de considérer le Rhin supérieur comme un vaste bassin d'emploi potentiel.
Ce faisant, les intéressés ont rencontré des obstacles liés aux différents systèmes en France et en Allemagne, tels que par exemple des dénominations de métiers ne permettant pas une traduction directe ou correspondant à des formations différentes, voire des champs d'action autres. Se rajoutent à cela, dans bien des cas, la barrière de la langue que le dialecte ne permet pas toujours de dépasser et des différences culturelles pouvant induire de petits ou grands malentendus. C'est sur ce dernier point qu'ont porté les deux demi-journées d'atelier, réalisées en mai 2011 par l'Euro-Institut à la demande de l'Agentur für Arbeit et de Pôle Emploi avec un financement de EURES-T Rhin supérieur.

Dans le même esprit, l'Euro-Institut a travaillé avec l'ARIENA qui pilote, en coopération avec l'Ökologiestation Lahr, le projet « une nature, deux langues, un réseau » qui vise à créer un réseau franco-allemand sur l'éducation à la nature et à l'environnement. Anne Dussap-Köhler a accompagné cette équipe à travers des formations sur la communication interculturelle mais aussi à travers des ateliers de réflexion qui ont permis aux parties prenantes au projet de mieux percevoir les différences d'approches, de perception de la nature et de méthode par rapport à l'éducation à l'environnement.

Joachim Beck et Anne Dussap-Köhler ont également pu, en coopération avec Eric Jakob directeur de la Regio Basiliensis, proposer un atelier interculturel au canton de Bâle ville. Il s'agissait, après une introduction revenant sur les grandes lignes des systèmes politico administratifs des trois pays

,de réfléchir en groupe sur le travail avec les voisins allemands d'une part et français d'autre part, et d'établir des comparaisons avec ce qui se passe dans un contexte national.

Enfin, l'interculturel n'a pas intéressé en 2011 que les acteurs du Rhin supérieur puisque six groupes d'étudiants américains du CEPA Europe (Customized Study Abroad Programs in Europe) sont venus à l'Euro-Institut s'informer sur ces questions.

c. Cours de langue

L'Euro-Institut propose en partenariat avec le Centre de formation en langues de l'Université de Strasbourg des cours de langues en tandem. Il ne s'agit pas de former des débutants mais de consolider les connaissances linguistiques des intéressés par une approche en tandem. Cette méthode s'applique particulièrement bien à un approfondissement du langage de spécialité : c'est ce que nous avons réalisé à la demande du groupe « Santé et sécurité du travailleur par delà les frontières » piloté par l'Euro-Institut depuis 1994. 16 participants ont pu travailler sur le vocabulaire spécifique à l'inspection et la médecine du travail et ont développé un glossaire, qui sera prochainement disponible pour d'autres personnes intéressées. Au-delà de la compétence linguistique, c'est aussi la compétence interculturelle ainsi que la dynamique de groupe qui se trouve renforcée.

d. Le cycle « Administrations voisines »

Nouveauté en 2011, le cycle « les administrations voisines » visait un public connaisseur qui avait envie d'approfondir ses connaissances du fonctionnement d'une administration voisine en particulier. Il ne s'agissait donc pas tant de présenter le fédéralisme en Allemagne et en Suisse ou la décentralisation et la déconcentration en France, mais bien plus de savoir comme fonctionne un Regierungspräsidium en Allemagne, un Canton en Suisse ou un département en France par exemple : comment sont prises les décisions, quelles sont les compétences propres, de quelles ressources est constitué le budget, etc.
Les formations avaient lieu sur place dans les administrations et ce sont « les collègues » qui ont directement présenté leurs administrations aux participants. Ce cycle a ainsi constitué une alternative séduisante aux traditionnels séminaires généraux sur les systèmes politico-administratifs qui s'adressent davantage à des personnes novices en la matière.

2. Formations compétences spécialisées

a. Les formations « catalogue »

Comme déjà évoqué en amont, les formations thématiques proposées au catalogue en 2011 ont été peu nombreuses puisqu'il n'y en a eu que deux. Ce sont les thèmes du tourisme et des minimas sociaux qui ont attiré respectivement 20 et 45 participants.

Le tourisme est une réalité dans toutes les entités de notre région du Rhin supérieur mais la région n'est pas vue comme un seul espace. Si tel était le cas, un fort potentiel d'attractivité pourrait être développé : on pourrait créer des synergies au bénéfice des touristes et des secteurs privé ou public et mettre en place une offre large et diversifiée. C'est cet objectif qui est poursuivi par certains acteurs comme Upper-Rhine-Valley. Mais pour ce faire, il est nécessaire de connaître les structures, les modes de fonctionnement ainsi que les acteurs compétents dans le domaine du tourisme dans les pays voisins. Le séminaire, conçu par Margot Bonnafous, s'est donc penché sur

ces questions avec succès tout en mettant en lumière à la fois les sources de financement possibles et des exemples de projets transfrontaliers déjà en place.

Le second séminaire portait sur les instruments pour la garantie du minimum vital en France, en Allemagne et en Suisse à savoir : le rSa, l'Alg II (Arbeitslosengeld), et l'aide sociale. Pour traiter ce sujet, l'Euro-Institut s'est rapproché de l'Infobest Kehl-Strasbourg. Ensemble, nous avons proposé aux participants de revenir sur le contexte européen et les limites de l'Etat providence en temps de crise économique, avant de s'attacher à présenter en détail les mécanismes existants dans les trois pays. Il s'est avéré que si les instruments de garantie du minimum social dans les trois pays se ressemblent par certains points, ils sont en réalités issu de philosophies et de cultures bien différentes et divergent beaucoup dans leur application. Nos collègues de l'Infobest Cindy Schildknecht et Friedericke Grossmann ont pu ensuite alimenter les discussions de l'après-midi animée par Anne Thevenet avec les cas transfrontaliers qui se posent sur ces questions.
Au-delà de l'information transmise, ce séminaire a également permis de nouer des contacts, de trouver des réponses à certains problèmes, de pointer du doigt certaines difficultés « insolubles » qui pourront être transmises à la Conférence du Rhin supérieur à travers son groupe d'experts « travailleurs frontaliers » et donc au niveau étatique.

b. Les coopérations

En 2011, l'Euro-Institut a pu nouer ou renouer de nouveaux partenariats qui ont également donné l'occasion d'élargir notre offre thématique et permettre ainsi à notre public de s'informer sur les thématiques qui l'intéressent.

Commençons tout d'abord par le lancement du Forum de l'Eurodistrict pour une politique territoriale transfrontalière le 5 mai 2011. Ce forum est un lieu d'information, d'échanges, de débat, d'innovation et de formation pour les acteurs de l'Eurodistrict Strasbourg/Ortenau. L'Eurodistrict ne peut avancer, être au service du citoyen, si les administrations de part et d'autre de la frontière, les acteurs du territoire n'échangent pas, ne construisent pas, ne trouvent pas de solutions innovantes. Pour atteindre ses objectifs, l'Eurodistrict s'est associé à l'Euro-Institut et au Conseil de l'Europe afin de constituer cette plateforme qu'est le Forum. Le premier thème traité a été la multimodalité transfrontalière. D'autres thèmes verront le jour en 2012.
L'objectif, en se basant sur des exemples d'autres frontières et sur la réalité du territoire a été d'échanger, de faire le point, d'identifier les obstacles à franchir, de dessiner des pistes d'amélioration qui seront ensuite reprises par le secrétariat de l'Eurodistrict et ses groupes de travail. Le forum sera aussi un lieu de connexion qui vise à créer des réseaux entre experts d'un même domaine. L'Eurodistrict se donne ainsi les moyens de son ambition : devenir laboratoire de la coopération transfrontalière afin d'améliorer le quotidien des citoyens.

En 2011, l'Euro-Institut a également poursuivi sa coopération avec le groupe santé de la Conférence du Rhin supérieur. Un atelier coordonné par Anne Dussap-Köhler s'est tenu en avril à l'initiative du nouveau Président du groupe Monsieur Zeisberger (Regierungspräsidium de Karlsruhe) et visait à identifier les thématiques qui pouvaient être approfondies pas le groupe : les structures de santé, la prévention et promotion de la santé ainsi que la protection de la santé étaient au centre des débats animés par l'équipe de l'Euro-Institut.

2011 aura également marqué le retour d'une coopération accrue avec l'INET (l'Institut des Hautes Etudes Territoriales), tout d'abord avec une formation de 3 jours sur le management urbain et le développement durable puis un séminaire d'une journée et demie sur le management public en temps de crise.
Lors de la première formation, 13 hauts fonctionnaires territoriaux se sont rendus à Fribourg. Après une approche théorique de la mise en œuvre du développement durable dans les différentes

branches de l'action publique fribourgeoise (urbanisme, transport, économie, administration, etc.), c'est sur le terrain dans différents quartiers de la ville que les participants ont pu prendre la mesure des politiques mises en place et dresser des parallèles avec leurs contextes. Enfin c'est le thème de la formation et de l'éducation à l'environnement qui a pu être abordé. Les participants sont repartis avec beaucoup d'idées : bien sûr, tout n'est pas transposable (tout n'est pas comparable non plus) et le modèle fribourgeois reste perfectible, mais la prise de recul et la diversité des thématiques abordées aura donné quelques perspectives à notre groupe de fonctionnaires territoriaux.
La journée franco-allemande sur le management public avait pour objectif de procéder à une analyse comparative des différentes approches européennes de modernisation de l'Etat et de l'administration et de mettre en avant les bonnes pratiques actuelles de la gestion de la crise. Les interventions et des débats ont porté non seulement sur les approches conceptuelles actuelles, telles que la réforme de l'administration étatique en France, mais également sur les nouveaux outils mis en place (comme par exemple les comparaisons de performance), les expériences et développements classiques – tel que la « gestion administrative efficace » (WOV) en Suisse – ou encore sur les approches de la gestion de la crise actuelle, à l'exemple de l'administration municipale de Birmingham. Des approches globales ont également été présentées, comme par exemple la mise en place à l'échelle du Land de Bade-Wurtemberg de nouveaux instruments de contrôle et leur mise en œuvre à l'échelle régionale, à l'exemple du Regierungspräsidium de Freiburg. Par ailleurs, les questions des possibilités et limites des indicateurs ainsi que le futur rôle de la participation citoyenne dans la réforme de l'Etat et de l'administration ont également été abordées. La manifestation a été un véritable succès, tant en raison de la perspective comparative que de la grande qualité des interventions et des débats très animés entre les participants.

Une nouvelle coopération a également vu le jour avec l'ESTES (Ecole supérieure en travail éducatif et social de Strasbourg), qui a souhaité mettre en place un cycle de manifestations franco-allemandes : ainsi sont nés les ateliers franco-allemands « Les controverses du travail social – Perspective comparative France – Allemagne ». Le premier thème traité dans ce cadre à été le « travail social communautaire et territoire ». Le sujet choisi était on ne peut plus complexe à aborder. En effet uniquement dans le titre, il était non seulement difficile de se mettre d'accord sur « quoi mettre derrière » dans une langue – qu'est ce que signifie « communautaire » ? Comment définit-on le territoire – mais aussi compliqué de trouver une traduction adaptée dans l'autre langue !
La journée a ainsi permis de revenir sur les mots, les définitions et les concepts. Au cours des ateliers qui traitaient de la « réhabilitation et interculturalité » et de la « parentalité et santé ». ce sont les enjeux de participation citoyenne et d'activation du citoyen qui sont ressortis à travers différents exemples dans les villes du Rhin supérieur : Strasbourg, Fribourg, Lahr, Offenburg.
Monsieur Jund, adjoint au maire de Strasbourg et Monsieur Schneider, adjoint au Maire d'Offenburg ont conclu la journée en évoquant le lien entre le politique et le travail effectué dans les quartiers : la position d'arbitrage, la question temporelle (mandat et projet de long terme ne sont pas toujours compatible) mais aussi le soutien, la volonté, l'initiative et l'écoute des citoyens.
D'autres thématiques seront approfondies en 2012 dans de prochains ateliers.

c. Les comités de pilotage

Depuis respectivement 1994 et 1999, l'Euro-Institut accompagne les groupes « santé et sécurité du travailleur par delà les frontières » et « Police – Justice – Gendarmerie ». Ces groupes se retrouvent plusieurs fois par an et travaillent à un grand forum transfrontalier pour le premier et à plusieurs sessions de formations pour le second.

En 2011, le groupe « santé et sécurité du travailleur par delà les frontières », accompagné par Anne Thevenet et Virginie Conte a travaillé sur la question des troubles musculo-squelettiques

(TMS). Ce sujet a attiré d'autant plus de participants (114 personnes) que les TMS comptent parmi les maladies en lien avec le travail les plus courantes en France et en Allemagne. En outre, les TMS appartiennent à cette catégorie de maladies qui non seulement deviennent de plus en plus fréquentes en vieillissant mais qui sont aussi à l'origine d'une augmentation significative du nombre d'incapacités de travail de longue durée (en raison de la gravité de la maladie). Ils constituent, de ce fait, en France comme en Allemagne, un lourd fardeau économique pour la société. C'est pourquoi, il était fort intéressant de mettre en relief et comparer les systèmes de reconnaissance et de réparation, les réflexions, les moyens de prévention dans les deux pays qui poursuivent un but commun : réduire à long terme les déficits fonctionnels et les pathologies de ce type.

Pour ce qui est des travaux du groupe « Police – Justice – Gendarmerie » piloté par Margot Bonnafous et Katharina Heilek, ce sont 5 séminaires soit 8 jours de formations qui ont été organisés et qui ont rassemblé 224 participants. Les deux premiers séminaires sont renouvelés chaque année et traitent de « l'organisation et les missions de la Police, de la Gendarmerie et de la Justice en France et en Allemagne » ainsi que des « aspects théoriques et pratiques des procédures transfrontalières - échanges d'information, droits de poursuite et d'observation, Mandat d'Arrêt Européen ». Les autres thématiques sont choisies par le groupe et sont fonction de l'actualité. En 2011, ce sont les questions liées à « la criminalité transfrontalière en matière de trafic de stupéfiants », « la confiscation des avoirs criminels en matière de criminalité transfrontalière » et « la lutte contre la délinquance des mineurs » qui ont été retenues.

La spécificité de travail mené par l'Euro-Institut avec ces deux groupes ne consiste pas uniquement en l'accompagnement pédagogique en vue de la réalisation des séminaires et autres forums, il s'agit bien plus d'un rôle de catalysateur, de médiateur interculturel et bilingue. Au-delà de l'aspect organisationnel, c'est bien la dynamique de groupe qu'il s'agit de maintenir, l'échange d'expériences qu'il faut favoriser, les contacts qu'il faut maintenir. Telle est la valeur ajoutée qu'apporte l'Euro-Institut en tant que facilitateur de coopération au sein de ces groupes.

3. Formations compétences européennes

Dans cette catégorie nous retrouvons les formations effectuées à Bruxelles par Joachim Beck, directeur, sur la méthodologie d'analyse d'impact des directives européennes. A la suite de la formation, les agents de la Commission européenne peuvent ensuite tester l'impact potentiel d'une directive en cours d'élaboration sur les territoires européens. Grâce à cette méthodologie, qui peut également être utilisée « dans l'autre sens » (test effectué par les autorités locales en vu d'un meilleur lobbying), la politique européenne peut être mieux adaptée aux besoins et aux réalités des territoires.
A noter que cette méthode peut être adaptée dans un contexte purement local, c'est l'enjeu du projet mené en Irlande que nous vous proposons de découvrir dans la partie suivante.

II. Le conseil et les études : des produits de plus en plus recherchés

Les missions de conseil de l'Euro-Institut ont été largement renforcées en 2011. Vous trouverez ci-dessous les grandes lignes des projets phares mené par l'Euro-Institut et son équipe dédiée : Joachim Beck, Eddie Pradier et Sebastian Rihm.

1. Etude sur le développement de l'offre de formation dans le domaine du tourisme dans le Rhin supérieur

En 2010, l'Euro-Institut a été mandaté dans le cadre du projet INTERREG IV A Upper-Rhine-Valley pour la réalisation d'une étude sur les possibilités de développement de l'offre de formation dans le domaine du tourisme dans le Rhin supérieur. Cette étude a été menée conjointement avec le cabinet d'études Via Regio et l'IDT (Institut für öffentliche Dienstleistungen und Tourismus) de l'Université de Saint-Gall.

La première étape de cette étude a consisté en une analyse approfondie de l'offre existante en formation initiale et continue dans les trois sous-espaces de la Région métropolitaine. L'Euro-Institut a procédé ainsi à un vaste recensement et à une classification multicritères de l'ensemble des formations proposées – plus de 130 en formation initiale – qui ont permis de mettre en évidence les forces et faiblesses de l'offre existante.
Sur la base de ces résultats, l'Euro-Institut a ensuite mené une analyse des besoins par le biais d'un sondage et d'une série d'entretiens qualitatifs auprès des professionnels du secteur. La mise en regard des résultats obtenus au niveau de l'analyse de l'existant d'une part et de l'analyse des besoins d'autre part a permis de mettre en évidence les possibilités d'optimisation de l'offre, l'accent ayant été mis sur les potentiels offerts par une intensification de la coopération transfrontalière entre les établissements de formation de part et d'autres de la frontière.

Suite à cette première phase, l'Euro-Institut a travaillé sur le deuxième volet de la mission qui lui a été confiée, à savoir la réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'un master franco-allemand en management du tourisme transfrontalier. Nos travaux se sont achevés avec le dépôt fin 2011 d'un dossier de candidature au programme INTERREG par la Duale Hochschule de Lörrach, l'Ecole de Management de Strasbourg et E.M. Partenaires.

2. Etude pour la création d'un réseau de type INFOBEST dans la Province de Limburg (NL)

La Province néerlandaise de Limburg, dont le territoire est frontalier avec l'Allemagne (Länder de Basse-Saxe et de Rhénanie du Nord-Westphalie) et la Belgique (Province de Liège, Province de Limburg et Communauté germanophone) a mandaté l'Euro-Institut (en partenariat avec un consultant local) pour un accompagnement dans le cadre de la création de plusieurs structures transfrontalières de type INFOBEST le long des frontières de la Province du Limburg.
La mise en place de cette structure doit permettre d'optimiser l'offre d'information et de conseil en direction (principalement) des travailleurs transfrontaliers sur toutes les questions transfrontalières liées par ex. à la législation fiscale, à la retraite ou à la sécurité sociale. Pour mener à bien cette mission, l'Euro-Institut a profité de l'expérience et des bonnes pratiques accumulées par le réseau des quatre INFOBEST du Rhin supérieur, qui fait figure de modèle à l'échelle européenne.
Nous avons, dans un premier temps, élaboré un business plan pour la création d'une structure pilote sur le territoire englobant la Regio Aachen, la Parkstad Limburg et la Communauté

germanophone de Belgique (Eupen). Ainsi ont pu être définies les missions, les thèmes traités, les public-cibles concernés (travailleurs transfrontaliers, entreprises etc…), le profil de poste des futurs conseillers, le portage juridique et financier ainsi que le mode de gouvernance (partage des rôles avec les administrations nationales compétentes et avec les structures telles qu'EURES). Suite à l'élaboration du business plan, l'Euro-Institut a travaillé à la mise en place d'un réseau de structures d'informations à l'échelle de toute la Province de Limburg. En attendant, la signature de la convention de coopération pour la création d'une première structure au niveau de la Regio Aachen est prévue pour le début de l'année 2012.

3. Un nouvel outil : le manuel pour l'analyse d'impact

Le partenariat entre l'Euro-Institut et le Centre for Cross Border Studies (organisme de formation et de recherche sur la coopération transfrontalière à la frontière entre l'Irlande et l'Irlande du Nord) noué en vue de la rédaction d'un manuel pour l'analyse d'impact s'est largement intensifié en 2011. Ainsi, le lancement officiel du «manuel pour l'analyse d'impact pour la coopération transfrontalière» a été effectué par le Dr. Jose Antonio Ruiz Casas, gestionnaire de programme de la Commission européenne, responsable des politiques européennes, de la coopération transnationale et interrégionale au sein de la direction générale REGIO le 28 octobre 2011 lors de la «Conférence internationale - Formation transfrontalière et évaluation d'impact en Irlande et en Europe » organisée à Cavan (Irlande) et qui a rassemblé 130 participants de 15 pays différents.

Ce manuel pour l'analyse d'impact a été développé dans le cadre du programme INTERREG dans le but d'assister les politiques et les porteurs de projets dans la conception et le développement des programmes et des projets de coopération. C'est un outil pratique et innovant qui doit permettre de prendre en compte, dans un processus intégré, les différents impacts (sociaux, économiques, environnementaux et transfrontaliers) d'une action afin de donner les moyens aux décideurs de mettre en œuvre les meilleurs projets. L'idée est d'utiliser cet outil pour savoir si oui ou non une approche transfrontalière peut avoir une valeur ajoutée pour la résolution d'un problème particulier. Le manuel permet ainsi tout d'abord de bien cerner le problème, puis d'identifier les objectifs principaux, de décider ensuite quelles sont les approches les plus adaptées en termes de politiques publiques et de voir quelles actions doivent être menées de manière transfrontalière. Enfin il s'agit de donner une méthode d'évaluation des impacts en aidant, entre autres, à la définition d'indicateurs pertinents. Ceci permet alors de mettre en place une évaluation, un monitoring efficace.
A noter que ce manuel a déjà été pleinement intégré par le secrétariat technique conjoint INTERREG Irlande-Irlande du Nord dans son formulaire pour de futurs projets et représente ainsi un modèle parmi les régions frontalière d'Europe.

L'Euro-Institut a pu au cours de ce projet à la fois investir toute son expertise en matière d'analyse d'impact mais aussi, en travaillant à l'application de cette méthodologie à un contexte transfrontalier particulier, retirer de précieux enseignements quant à une application dans d'autres territoires (à travers le réseau TEIN) ainsi que bien évidemment dans le Rhin supérieur.

4. Etude « Le bilinguisme et l'emploi - Etude sur l'impact économique du multilinguisme pour le marché de l'emploi dans le Rhin supérieur et la Grande Région (SAARLORLUX) »

A la demande de la Fondation Entente Franco-Allemande (FEFA), l'Euro-Institut a mené courant 2011 une étude sur l'impact économique du multilinguisme pour le marché de l'emploi dans le Rhin supérieur et la Grande Région (SAARLORLUX). Les conclusions ont été rendues en octobre et ont permis pour la première fois d'aborder ce thème avec des données chiffrées de façon neutre et

objective. En effet, il s'agissait pour l'Euro-Institut d'effectuer une photographie de la situation actuelle en réalisant une analyse structurelle quantitative et qualitative de l'emploi transfrontalier et donc plus précisément des frontaliers français vers l'Allemagne et des frontaliers français et allemands vers la Suisse du Nord-Ouest. Les données ont pu ensuite être intégrées dans un modèle combinant la compétence linguistique, la branche et le secteur d'activité. Les conclusions sont frappantes puisqu'on peut affirmer qu'une part importante de l'emploi frontalier va connaître d'importantes difficultés dans les années à venir : cela concerne près de la moitié des frontaliers français actuels. En effet, l'ancien « modèle économique » de l'emploi frontalier (l'Alsace et la Lorraine considérées comme des espace-ressource en main d'œuvre en particulier dans les domaines à faible qualification) se délite. A l'avenir, il conviendra de trouver de nouveaux profils de frontaliers et de développer des véritables chaînes de production transfrontalières dans les branches du futur favorisant ainsi la création et la mise en réseau de clusters au lieu de la concurrence à la main-d'œuvre (c'est-à-dire l'approche de la Région Métropolitaine Trinationale du Rhin supérieur). Par ailleurs, le plurilinguisme (français-anglais-allemand) sera la compétence clé de l'emploi frontalier et du développement économique du futur des deux côtés de la frontière. Enfin, la formation linguistique et professionnelle devrait être à l'avenir plus axée sur la pratique, c'est à dire plus orientée vers les besoins en frontaliers des entreprises.
Les conclusions de cette étude sont disponibles sur notre site et seront également publiées dans la collection du DFI (Deutsch-Französisches Institut, Ludwigsburg) courant 2012.

5. Deux Euro-Instituts en construction

Depuis quelques années, l'Euro-Institut tisse des contacts avec d'autres frontières intéressées par le modèle « Euro-Institut ». C'est ce qui a notamment conduit à la constitution du TEIN. Mais c'est évidemment avant tout de manière bilatérale que l'Euro-Institut -et notamment Anne Thevenet – agit avec ses partenaires afin de les aider, autant que faire se peut, à développer un outil d'accompagnement, de formation et de conseil, un facilitateur de coopération adapté à leur territoire.

En 2011, l'Euro-Institut a poursuivi son étude de faisabilité pour la création d'un Euro-Institut Franco-Catalan (EICT) à la frontière franco-espagnole. Bien plus qu'une simple étude, il s'agit là d'accompagner les porteurs du projet, à savoir les Universités de Perpignan et de Gérone, et l'équipe déjà en place dans ses missions.

Par ailleurs, un autre Euro-Institut se dessine à la frontière polono-tchéco-slovaque. Depuis 2009, nous accompagnons l'association OLZA, située à Cieszyn en Pologne, directement sur la frontière avec la République Tchèque, dans son étude de faisabilité pour un Euro-Institut. Après plusieurs temps de réflexion, tant avec des partenaires que des clients potentiels, deux conclusions sont apparues. Il est d'une part très pertinent d'intégrer dès maintenant les voisins slovaques (la frontière étant à une vingtaine de kilomètres de Cieszyn). D'autre part, l'Euro-Institut polono-tchéco-slovaque devrait dans un premier temps évoluer sous forme de réseau avec 13 acteurs de la formation des trois pays avant de se structurer davantage – peut-être sous forme de GECT – si l'expérience réussie. Pour cette première phase, un mode de gouvernance a déjà été validé. Cette approche permettra de mettre en place des bases solides de coopération, de tester un marché et de transmettre aux acteurs du territoire des habitudes de coopération.

6. L'Etude de l'Euro-Institut pour la fondation Bertelsmann complétée

En 2009, l'Euro-Institut avait réalisé une étude sur les régions transfrontalières à participation allemande. Il s'agissait d'analyser les structures de gouvernance de chacun des territoires concernés et de préciser plus particulièrement quels sont les moyens mis en œuvre pour impliquer

la société civile dans les projets de coopération. En 2011, la fondation Bertelsmann a souhaité que l'Euro-Institut retravaille cette étude et l'actualise, ce qui a été réalisé en novembre-décembre 2011.

III. L'Euro-Institut, plateforme neutre, accompagne les acteurs du territoire

Au-delà des demandes ponctuelles adressées à l'Euro-Institut par ses membres ou ses partenaires, ce sont plusieurs projets qui ont fait l'actualité de 2011.

1. Le pilier sciences de la Région Métropolitaine Trinationale du Rhin supérieur (RMT)

2011 a été marqué par le dépôt du dossier de candidature pour le projet « coordinateur du pilier sciences de la RMT » auprès du secrétariat technique commun du programme INTERREG Rhin supérieur. Grâce à l'engagement de Joachim Beck et au soutien de nombreux partenaires, ce projet a été validé en décembre 2011 ce qui a permis le recrutement d'un coordinateur au 1er janvier 2012. En 2011, au-delà du dépôt de ce projet et de toute la coordination des acteurs dans ce but c'est également la vie du réseau qui a été maintenue ainsi que la complémentarité des travaux avec le centre Steinbeis qui a développé l'offensive sciences qui permet aux porteurs de projets dans le domaine des sciences et de l'innovation d'accéder à un fond financier et d'avoir ainsi un accès simplifié au dépôt de projets INTERREG.
L'enjeu du projet mené par l'Euro-Institut est de mettre en relation les 167 acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur le territoire de la RMT, de créer une gouvernance, des synergies afin de faciliter le dynamisme de cette région à fort potentiel et ainsi de renforcer son attractivité.

2. Le marché unique…bientôt 20 ans

Alors que la crise économique sévit, le marché unique fêtera ses 20 ans en 2013. La Commission européenne a souhaité, avant cet anniversaire, replacer le citoyen et le territoire au cœur de la démarche. Pour ce faire, elle a émis 50 propositions dont elle a souhaité discuter avec les européens et a ouvert à cet effet une vaste consultation : un acte pour le Marché Unique qui vise à revenir aux besoins concrets et ainsi moderniser le marché intérieur.
La Ville de Strasbourg et l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau ont saisi cette opportunité pour organiser une table ronde le 17 février 2011 sur ce sujet, également afin que les enjeux transfrontaliers ne soient pas oubliés. Anne Thevenet a été invitée à animer cette séance et les débats qui ont fait suite aux interventions de Monsieur Emmanuel Vallens, coordonateur de politiques à la Direction Générale Marché Intérieur de la Commission européenne, et de Martine Mérigeau, Directrice générale du Centre européen de la consommation. Les débats sont ainsi revenus notamment sur les problèmes liés aux services postaux, au commerce électronique, au crédit immobilier, au détachement de travailleurs, à la santé et aux assurances.
Les conclusions de ces débats ont été reprises par l'Eurodistrict et transmis à la Commission européenne.

3. Participation au programme de formations trinationales sur la performance énergétique des bâtiments

Suite à un appel d'offre lancé par TRION-Climate, l'Euro-Institut a été mandaté pour accompagner TRION et ses partenaires dans l'organisation d'un cycle de formations trinationales sur la performance énergétique des bâtiments. En 2011, des réunions de travail ainsi qu'une rencontre de coordination avec tous les porteurs de projets qui seront amenés à réaliser des formations au sein de ce cycle ont été organisées par Margot Bonnafous.

Une conférence de presse co-organisée avec TRION marquera l'ouverture de ce cycle début 2012 : Monique Jung, Présidente de l'Euro-Institut, a dores et déjà confirmé sa participation. La première formation – organisée par l'Euro-Institut – aura lieu en mars 2012 sur la mobilité transfrontalière des professionnels du bâtiment.

4. La gestion des crises climatiques : échanges d'expériences

Le changement climatique s'annonce et chaque année voit son lot de « surprises météorologiques » augmenter. Face à cette situation, la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS) a souhaité savoir comment les services étaient organisés du côté allemand pour le déneigement ou encore la gestion des crues et des inondations afin de pouvoir échanger avec leurs interlocuteurs et le cas échéant pouvoir identifier des pistes de coopération. Face à une forte asymétrie de compétences dans ce secteur, la CUS a mandaté l'Euro-Institut pour mener une petite étude à ce sujet et identifier les services compétents en la matière d'une part et organiser une rencontre entre conseillers municipaux, techniciens de la CUS et des experts allemands. Cette rencontre, organisée par Katharina Heilek et Margot Bonnafous début septembre 2011, a permis la transmission de connaissances, l'échange d'informations qui constitueront des bases solides à tout projet éventuel de coopération.

5. La création d'entreprise en Allemagne : une thématique retenue pour la journée des « opérateurs de la création et reprise d'entreprises » en Alsace (OCRE)

La journée OCRE 2011 portait principalement sur l'actualité de la création d'entreprise à savoir l'arrivée d'une nouvelle forme juridique : l'EIRL (Entrepreneur Individuel à Responsabilité Limitée). Cependant, la Région Alsace, organisatrice de l'évènement, a souhaité ouvrir le débat dans la deuxième partie de la journée sur la création d'entreprise en Allemagne. A cet effet, l'Euro-Institut a pu constituer un petit dossier sur cette thématique en relevant les principaux acteurs et les principales étapes de la création d'entreprises. L'objectif était ensuite d'identifier des intervenants tant pour donner un aperçu global de la thématique que pour approfondir un sujet particulier à savoir le microcrédit. Pendant la manifestation, Anne Thevenet a également pu co-animer la table ronde avec les intervenants allemands invités.

6. Nutrhi.net : l'accompagnement d'un réseau binational de chercheurs/experts dans le domaine de la nutrition

L'accompagnement du groupe projet Nutrhi.net s'est également poursuivi. Au-delà d'une formation sur la communication interculturelle qui avaient eu lieu en 2010 et de la préparation d'une grande manifestation pour mai 2012, l'Euro-Institut, par l'intermédiaire de Anne Dussap-Köhler, accompagne le groupe, anime des réunions de travail de façon interculturelle, bilingue et neutre, ce qui permet au groupe d'avancer plus facilement sur plusieurs thématiques.

.

IV. Les réseaux : un enjeu fort

Depuis toujours, l'Euro-Institut s'inscrit dans une dynamique de réseau afin de participer à un échange fructueux avec des partenaires de la formation, de la coopération transfrontalière dans le Rhin supérieur mais aussi au-delà.

En 2011, l'Euro-Institut a poursuivi ses travaux au sein du PEAP (Pôle Européen d'Administration Publique) que vous pourrez découvrir en partie VI de ce rapport puisqu'il s'agit essentiellement cette année de publications réalisées en coopération avec l'ENA (Ecole Nationale d'Administration) et l'Université de Strasbourg.

Nos coopérations avec la MOT (Mission Opérationnelle Transfrontalière), l'ARFE (Association des Régions Frontalières d'Europe) ou encore le CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale) se sont traduit en 2011 par des colloques organisés en commun ou bien encore des interventions de l'Euro-Institut dans des manifestations organisées par nos partenaires. Vous aurez le loisir de les découvrir dans la partie V de ce rapport.

Découvrons ici plutôt les activités nombreuses menées au sein de deux réseaux particuliers à savoir l'Association Europa et le TEIN (Transfrontier Euro-Institut Network)

1. L'Association Europa

L'association Europa est une OING (Organisation Internationale Non Gouvernementale) dotée du statut participatif auprès du Conseil de l'Europe dont l'action s'articule autour des thématiques telles que la réorganisation administrative et territoriale des Etats en Europe, le renforcement de la démocratie locale, la modernisation de l'administration publique ou encore la protection sociale en Europe.
C'est d'ailleurs sur cette dernière thématique que c'est ouvert notre coopération en 2011 puisque l'Euro-Institut a été sollicité pour apporter le point de vue d'un expert allemand sur la question des enjeux et de l'avenir des systèmes collectifs de protection sociale en Europe lors d'une manifestation organisée à Paris en mars 2011.
En novembre 2011, c'est autour de la thématique « Existe-t-il un modèle européen d'administration locale ? » que les experts venus de nombreux pays européens ont discuté. Au cours de trois tables-rondes, la problématique a été traitée en abordant, entre autres, les relations entre région et villes, le principe de subsidiarité, et enfin les politiques territoriales en Europe, un thème qui nous amène tout naturellement vers la coopération transfrontalière. Les actes de ce colloque seront publiés à l'automne 2012.
Enfin, le grand évènement qui a marqué un tournant dans notre partenariat au sein de l'association Europa a été la tenue du colloque sur la démocratie participative à Kehl en septembre 2011. Pour la première fois, l'Euro-Institut a été moteur et a travaillé en étroite collaboration avec les chefs de projets de l'association Europa bien entendu mais aussi avec le Conseil de l'Europe et l'école d'administration de Kehl (Hochschule für öffentliche Verwaltung) sur la thématique « La démocratie participative locale en Europe : tendances et évolutions - la participation des citoyens aux affaires locales – analyse comparée des approches stratégiques, effets et perspectives au niveau européen ». Cette thématique d'actualité a rassemblé 132 participants autour de discours chargés d'expériences de politiques (Edith Schreiner Marie d'Offenbourg et Robert Herrmann, premier adjoint au maire de Strasbourg étaient présents), d'experts (venus de France, d'Allemagne mais aussi d'Espagne, d'Angleterre, de Roumanie ou des Pays-Bas) et de scientifiques (Ecole d'administration de Spire, Université de Madrid, de Louvain, de Limoges ou de Strasbourg). La « stratégie pour l'innovation et la bonne gouvernance à l'échelle locale » du Conseil de l'Europe qui vise à soutenir les communes de façon pratique et efficiente dans leurs efforts vers plus de

démocratie locale a pu également être présentée. Les exemples étaient riches d'enseignements et la réflexion interdisciplinaire menée sur le sujet aura permis à tous de prendre du recul par rapport à ces questions criantes d'actualité. Les actes de ce colloque seront publiés courant 2012.

2. Le TEIN (Transfrontier Euro-Institut Network) : le réseau pour la professionnalisation des acteurs du transfrontalier en Europe

Suite au lancement du réseau en octobre 2010, ce ne sont pas moins de 3 réunions qui ont permis aux 12 partenaires issus de 9 frontières de se rapprocher, d'échanger et d'élaborer une stratégie de partenariat et de travail en commun. Au-delà de ces réunions, deux grandes manifestations ont eu lieu sur les questions de coopération transfrontalière et de formation : l'une à Villach qui a été également l'occasion d'inaugurer le réseau local de coopération « trinational Cross-border Network for Applied Research and Training" (CBN-ART) et l'autre à Cavan qui a permis de lancer officiellement le manuel pour l'analyse d'impact (cf. II).
Durant cette année, le TEIN a considérablement consolidé ses liens. Coordonnés par Anne Thevenet et Sebastian Rhim, les acteurs ont travaillé à une Charte qui encadrera la coopération du réseau au-delà du projet LEONARDO actuel (jusqu'en 2012). Ils ont aussi pu, sur la base de l'échange de bonnes pratiques et du recensement des besoins locaux, identifier des axes de travail. Ces derniers suivent le cycle de vie d'un projet transfrontalier. En effet, afin de mener à bien un projet transfrontalier, il faut analyser les besoins, pouvoir veiller à la cohérence du projet avec les programmes donnés sur un territoire et ce en conformité avec les intérêts des deux parties sur ce territoire transfrontalier (manuel pour l'analyse d'impact développé par lea partenaires Irlandais et l'Euro-Institut). Il faut ensuite pouvoir assurer la mise en œuvre du projet en prenant en compte les spécificités territoriales et interculturelles (cf. outils sur le management de projets transfrontaliers et l'animation de réunions transfrontalières de l'Euro-Institut). C'est ensuite l'évaluation du projet qui est importante. Bien entendu, il ne faut pas négliger les compétences transversales nécessaires au chef de projet (comme les langues – cf. outils des Universités de Perpignan et de Gérone). Enfin la recherche permet de soutenir ces différents points et est essentielle pour aborder ces champs relativement nouveaux de la formation à la coopération transfrontalière.
Le groupe s'est donc focalisé sur la définition d'un projet de transfert de certains outils (fin 2011 le groupe travaillait en ce sens au dépôt d'un nouveau projet LEONARDO) ainsi que sur la création d'une base de donnée « recherche » rassemblant les publications, les colloques, les articles écrits et réalisés dans sur les questions transfrontalières : fin 2011 cette base de données comptait plus de 2000 entrées et devait encore être alimentée, même si elle ne prétendra pas à l'exhaustivité, afin d'être rendue publique.
Le groupe s'est également mobilisé sur le volet communication : au-delà d'une brochure de présentation avec un logo propre, c'est un site internet créé sur la base de fiches d'identités des partenaires et des territoires d'action des partenaires qui verra le jour au printemps 2012.

V. Interventions extérieures : une ouverture vers de nouveaux horizons et une reconnaissance de l'expertise de l'Euro-Institut

Les interventions extérieures permettent à l'Euro-Institut à la fois de rencontrer d'autres acteurs, de nouer des contacts, de susciter de nouvelles idées, mais cela témoigne également de notre expertise reconnue par les organisateurs.

Joachim Beck a ainsi pu se rendre à la conférence annuelle de la GIZ (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit) qui rassemblait plus de 200 acteurs de différents programmes partout dans le monde, et présenter les enjeux de la coopération transfrontalière en Europe, principalement à l'exemple du Rhin supérieur.

Anne Thevenet quant à elle a pu présenter les défis de la coopération transfrontalière lors d'un congrès transfrontalier de spécialistes des systèmes d'information géographiques allemand et tchèque. Elle a également été mandatée pour représenter le TEIN lors du 2ème Forum de l'ARFE sur le thème "Recherche, Développement et Innovation dans les zones frontalières européennes".

Anne Dussap-Köhler est intervenue sur la dimension interculturelle de la coopération transfrontalière devant les membres de la Commission « Gouvernance » du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe. Cette coopération avec le Congrès se poursuivra en 2012 avec une manifestation de plus grande ampleur sur ces questions.

2011 aura également marqué l'entrée de l'Euro-Institut sur le programme de l'université d'été du CNFPT. En effet, Margot Bonnafous a pu présenter devant des agents du CNFPT et des collectivités territoriales les grands mécanismes de l'ingénierie pédagogique transfrontalière.

Enfin, l'Euro-Institut au nom du TEIN a répondu, tout comme la MOT, à l'appel du réseau Metcop (réseau interrégional des métiers de la coopération territoriale) pour organiser une manifestation « Vous avez dit frontières !... Quoi de neuf ? Regards croisés Metcop – TEIN – MOT » à Avignon le 21 octobre 2011. Cette journée d'actualité a rassemblé une vingtaine d'acteurs du Sud de la France et d'Italie actifs dans le domaine de la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale et a permis de se pencher sur le notion de « frontière » au travers des différentes disciplines, de préciser les enjeux et défis de cette coopération tout en présentant des outils essentiels comme le TEIN (et les Euro-Instituts de Kehl et de Catalogne) ou la MOT.

VI. La recherche appliquée : 5 publications en 2011

2011 a été une année fructueuse en matière de publications : il faut préciser ici que beaucoup de publications se rapportaient à des colloques organisés en 2009 et 2010.

Parmi ces publications nous retrouvons 3 tomes issus de notre coopération avec le laboratoire FARE (Frontières, Acteurs et Représentation d'Europe) de l'Université de Strasbourg. Cette coopération soutenue par le PEAP a donné lieu à 7 colloques entre 2008 et 2010. En 2010 le premier ouvrage de la série « Vivre et penser la coopération transfrontalière » avait été publié sur le thème des frontières françaises. En 2011, les thèmes de la gouvernance à l'exemple des régions transfrontalières allemandes, de la dimension européenne de la coopération ou encore des régions frontalières sensibles ont donné lieu à des ouvrages publiés chez l'éditeur Steiner sous la direction de Joachim Beck et Birte Wassenberg. Deux nouvelles publications devraient paraître en 2012.

Autre projet du PEAP, la thématique de la « Réforme de l'État et de l'administration en Europe. Au-delà de la Nouvelle Gestion Publique? » avait fait l'objet de deux colloques organisés par l'Euro-Institut et l'ENA en 2009. Les actes ont été publiés en 2011 sous la direction de Joachim Beck et Fabrice Larat aux éditions Dicke et Nomos.

Grâce à la Regio Basiliensis, l'étude réalisée par l'Euro-Institut pour le congrès tripartite de décembre 2010 qui a été publiée avec les autres résultats de ce congrès dans un ouvrage intitulé « Formation, recherche et innovation dans la région du Rhin supérieur » et publié aux Editions Dicke sous la direction de Erik Jakob, Manuel Friesecke, Joachim Beck, et Margot Bonnafous.

Conclusion

Cette année a été particulièrement riche et nous tenons ici à remercier toutes les personnes sans lesquelles nous n'aurions pas pu mener ces projets à bien, toutes les personnes qui nous ont fait confiance,

et plus particulièrement :

- nos membres, à savoir la Région Alsace, le département du Bas-Rhin, la Communauté Urbaine de Strabourg, le Land de Bade-Wurttemberg, l'Ortenaukreis et la ville de Kehl
- nos partenaires qui sont l'Etat français, les villes de Achern, Freiburg, Lahr, Oberkirch et Offenburg, la Hochschule für öffentliche Verwaltung de Kehl et l'Université de Strasbourg
- notre Présidente Monique Jung, Vice-Présidente du Conseil Régional d'Alsace
- Sven von Ungern Sternberg, ancien Regierungspräsident de Fribourg et Vice-Président de l'Euro-Institut jusqu'au 4 octobre 2011,
- Josha Frey, Membre du Parlement du Bade Wurtemberg et Vice-Président de l'Euro-Institut depuis le 4 octobre 2011,

sans oublier bien évidemment :

- nos stagiaires : Anne-Emmanuel Alazet, Anne-Claire Bernard, Flora Diebold, Inès Faucomprez, Raphaelle Grisel, Catherine Haffen, Ole Hentschel, Amina Jarjir, et Aurore Leroy
- ainsi que notre équipe :
  - Margot Bonnafous, responsable de formations
  - Virginie Conte, gestionnaire de projets
  - Anne Dussap-Köhler, responsable de formations
  - Katharina Heilek, gestionnaire de projets
  - Vera Jablunka, assistante de formations et de projets (depuis octobre 2011)
  - Claude Penner, comptable
  - Eddie Pradier, responsable études
  - Sebastian Rihm, assistant études (depuis juillet 2011)
  - Christine Schwarz, assistante de direction
  - Charlotte Wetzel (jusqu'en avril 2011) gestionnaire de projets

pour leur engagement remarquable.

Joachim Beck et Anne Thevenet